

news terrain

«Casa Alianza Costa Rica» devient «Alianza por tus derechos»

Le bureau régional de Casa Alianza au Costa Rica a fermé ses portes en novembre 2004. En effet, ce bureau ne proposant pas de programmes d'aide directe aux enfants de la rue, Convenant House (la maison-mère de Casa Alianza) a dû décider - pour cause de restriction budgétaire - de la fermeture du bureau.

La coordination des activités de Casa Alianza en Amérique centrale sera dorénavant effectuée depuis Convenant House à New York. Le travail de protection juridique sera, quant à lui, repris par «Alianza por tus derechos», une nouvelle ONG créée par d'anciennes collaboratrices de Casa Alianza Costa Rica. La poursuite de ce travail au Costa Rica est une très bonne nouvelle car il porte ses fruits. On se souvient notamment de la pétition contre les meurtres d'enfants qui s'était soldée par la récolte de plus d'un million de signatures en huit jours, soit environ 35% de la population du Costa Rica! Aussi, bravo à toute l'équipe du Costa Rica et bonne route avec «Alianza por tus derechos»!

Jérôme von Burg

Des migrants mineurs risquent leur vie

En 2001, 12 mineurs sont décédés alors qu'ils tentaient de traverser la frontière sud des Etats-Unis. En 2002, 9 adolescents à la recherche du rêve américain ont trouvé la mort. D'autres ont été grièvement blessés au cours de leur périple. Entre novembre 2002 et janvier 2003, plus de 1000 jeunes ont été rapatriés du Mexique dans leur pays d'origine par l'Institut National des Migrations. Il faut savoir que, des Etats-Unis, les migrants centraméricains envoient chaque année des milliards de dollars dans leur région d'origine (8,8 en 2001)!

Vanessa Rasselli, Suisse étudiante en sciences de la société, s'est intéressée à ce contexte migratoire et a notamment collaboré avec Casa Alianza au Mexique et avec l'auberge du «Buen Pastor» (centre de réhabilitation improvisé).

Elle a essayé de comprendre le phénomène de la migration en sautant elle-même dans un train de marchandises. Récit du voyage:

«Mojados y Mordidos – Mouillés et mordus –

Les migrants centraméricains traversent trois fleuves, un à chaque frontière, pour atteindre leur rêve aux Etats-Unis. On dit d'eux qu'ils sont «mouillés». Ils disent d'eux-mêmes qu'ils sont «mordus» - «mordidos». Ils voyagent sur le dos métallique de «la bête» - «la Bestia», sur le toit d'un train de marchandises (qu'ils sont obligés d'attraper en marche et d'où ils risquent de tomber). Le trajet en train est gratuit. Mais le prix peut être la perte d'une jambe, si «la bête "mord"»

L'augmentation du nombre de personnes essayant d'entrer aux Etats-Unis prouve que les politiques d'endurcissement ne parviennent pas à empêcher ce phénomène et qu'il est nécessaire de chercher des alternatives dans les pays d'origine.

Casa Alianza collabore avec l'Organisation Internationale pour les Migrations pour le rapatriement et la réinsertion des jeunes migrants.

M-L. Vollenweider, d'après les documents fournis par Vanessa Rasselli



Avant d'avoir traversé la rivière Rio Bravo, ce jeune migrant a été «mordu» par le train.

Casa Alianza et le gouvernement du Honduras ensemble dans la lutte contre la drogue

Le 27 janvier 2005, Casa Alianza Honduras a inauguré son refuge de désintoxication thérapeutique «La Finca Santa Margarita». Cette importante réalisation a été achevée grâce à de nombreux dons et à l'intervention originale du Bureau Administratif des Biens Confisqués. En effet, l'administration hondurienne a décidé de reverser l'argent du narcotrafic saisi grâce à une série de procès pour la construction de structures de lutte contre les drogues.

Un juste retour pour ces jeunes tombés dans l'enfer de la dépendance et une belle initiative du gouvernement.

Aurélie Ponthieu

Wendy, 16 ans, lauréate d'un concours de littérature

Résidente du Centre Querubines de Casa Alianza Honduras, Wendy a remporté le concours de littérature organisé par le quotidien «La Tribuna». Son conte, «Leñador, perro, gato y oso» («le bûcheron, le chien, le chat et l'ours»), est paru dans le numéro du 17 octobre 2004. Félicitations à cette écrivaine en herbe; nous lui souhaitons que ce conte tragi-comique soit le premier d'une longue série!

Audrey Parrone

la der'

Casa Alianza Suisse recherche un/e **assistant/e administratif/be bénévole** un après-midi par semaine. Si vous êtes intéressé/e, merci de nous contacter au 022 819 88 07 ou info@casa-alianza.ch

Réalisation et participation:

Casa Alianza Suisse
Audrey Parone, Aurélie Ponthieu,
Barbara von Burg-Hofer, Chantal
Vuarnet, Jérôme von Burg, Marie-Laure
Vollenweider, Michelle Moser, Myriam
Ernst, Philippe Treyvaud, Romain Krief.

Graphisme:
Richard Depery

AVEC LE SOUTIEN DE LA
Loterie Romande

news suisses

Participation à la Journée mondiale pour la prévention des abus envers les enfants

Le 19 novembre dernier, Casa Alianza a été invitée par le WWSF (Fondation Sommet Mondial des Femmes). A cette occasion, Myriam Ernst a parlé du travail de prévention effectué par les éducateurs de rues ainsi que de l'enseignement relatif à la prévention des abus dans les centres de Casa Alianza, auprès des parents, de la police et dans les écoles publiques. Elle a également fait part du souci de prévention au sein de l'institution même, qui demande à tout employé de signer la charte éthique.

M-L Vollenweider

Des avocats genevois solidaires du bureau d'aide juridique de Casa Alianza Nicaragua

Investis comme membres actifs chez Casa Alianza Suisse, trois avocats genevois, MMes Luc Hafner, Brigitte Woodcock et Zoltán Szalai, ont décidé d'en faire davantage en lançant un projet original: ils ont adressé une lettre personnelle à bon nombre de leurs confrères genevois en leur présentant le projet de soutien au programme d'aide juridique de Casa Alianza. 18 avocats genevois ont répondu à l'appel et ce sont plus de 10'000 francs qui ont pu être versés en 2004 au bureau juridique de Casa Alianza Nicaragua. Nous nous réjouissons de cette démarche qui se poursuivra en 2005 et tenons à remercier très chaleureusement ces avocats solidaires. La responsable du bureau au Nicaragua, Me Evelyn Palma, s'est dite ravie de ce projet et invite cordialement ses «collègues» genevois à lui rendre visite à Managua.

Myriam Ernst

Sensibilisation des enfants en période de fêtes

Les enfants du centre de loisirs de Carouge ont confectionné des cartes sur le thème «une carte pour un enfant d'ailleurs» pour décorer le sapin de la place du Marché, Noël dernier. Ces messages de sympathie ont été envoyés aux enfants de Casa Alianza Nicaragua.

Chantal Vuarnet

Le C.D. «Casa Alianza Vol.1» ou la compilation du cœur

Depuis son lancement début octobre, notre CD se porte bien: plus de 300 exemplaires ont été vendus et près de CHF 10'000.- ont été récoltés à ce jour.

Afin de nous faire connaître sur les ondes, Lausanne FM, la RSR avec Radio Paradiso, Enzo et les filles de One FM (retrouvez ces interviews sur notre site) nous ont donné la parole... Et ce n'est pas fini... restez à l'écoute!

Les commerçants jouent également le jeu en vendant le CD: au Fairness Shop Caritas de la rue de Carouge, à la Calebasse à Carouge, chez Terres d'aventures, chez Ars Vivendi, au café Marcel, sans oublier les FNAC de Lausanne et de Genève. Cette dernière a même dédié une borne d'écoute à cette «compilation du cœur». Le 24 février à 17h30 aura lieu une conférence (FNAC Rive) pour présenter le CD ainsi que l'association.

Parlez-en autour de vous et venez nombreux! Faites que le cercle vertueux grandisse et que les enfants pour lesquels vous vous engagez ne restent plus dans l'indifférence et le silence. Merci à vous tous et merci aux musiciens suisses qui se sont associés à notre démarche.

Romain Krief

agenda

Présentation du CD et de l'association à la FNAC de Rive le 24 février à 17h30

Assemblée générale: le 17 mars à 18h30 à la Société littéraire, rue de la Corraterie 19.

Expositions:

- à Unimail du 4 au 15 avril,
- au Centre de Loisirs de Carouge du 25 au 30 avril.

Journal n°22 - février 05 Défense des droits de l'enfant

éditorial

«Construisons un autre avenir pour les enfants de la rue», telle est la mission de Casa Alianza, mais quel avenir peuvent espérer ces enfants dans une société qui ne respecte pas leurs droits fondamentaux? La Convention Internationale des droits de l'enfant a été ratifiée par tous les pays d'Amérique centrale, pourtant de nombreuses violations sont constatées.



Nahaman, 13 ans, assassiné en mars 1990 à Guatemala City.

Le rôle principal de Casa Alianza est de recueillir les enfants vulnérables et désœuvrés. Toutefois l'organisation est bien loin d'être un simple refuge.

Le bureau d'aide juridique s'efforce d'instaurer un dialogue avec les gouvernements pour promouvoir la protection de tous les enfants. Il assure la défense des droits de l'enfant et lutte contre l'impunité des crimes commis contre les mineurs, allant jusqu'à porter certaines affaires devant la Commission et la Cour Interaméricaine des droits de l'homme.

Le dernier rapport de Casa Alianza Honduras témoigne d'une diminution du nombre de morts violentes d'enfants et de jeunes au cours de l'année 2004. Une Commission Permanente et une Unité Spéciale viennent d'être créées pour la prévention et l'investigation des ces crimes atroces.

Bien que le combat du bureau d'aide juridique commence à porter ses fruits, il reste encore bien à faire et il convient de rester vigilant.

C'est un aperçu de ce travail exceptionnel et de l'étendue des efforts fournis sur le terrain que nous voulons vous présenter ci-après, efforts dont bénéficient de très nombreux enfants d'Amérique centrale, notamment grâce à votre soutien.

Aurélie Ponthieu

défense des droits de l'enfant

Point de départ du bureau d'aide juridique

Le 4 mars 1990, Nahamán Carmona, âgé de treize ans, inhale de la colle avec d'autres enfants de la rue sur un trottoir de Guatemala City. La police du district les encercle et commence à leur verser de la colle sur la tête. Nahamán se débat. Les policiers s'acharnent alors sur lui et le frappent longuement à coup de pieds et de matraques. Emmené à l'hôpital par une équipe de Casa Alianza, il y est mort 10 jours plus tard. Sur sa tombe, Casa Alianza a fait écrire: «J'ai seulement voulu être un enfant mais ils ne m'ont pas laissé».

Cette histoire dramatique choque profondément toutes les équipes de Casa Alianza. Il y a 15 ans, Casa Alianza était un refuge parmi d'autres qui accueillait les enfants de la rue. Scandalisée que des policiers puissent en toute impunité torturer et assassiner des enfants, Casa Alianza décide qu'il en va de sa responsabilité non seulement d'accueillir les enfants de la rue, mais également de défendre leurs droits et d'être leur porte-parole là où ils ne peuvent se faire entendre. Le bureau d'aide juridique, constitué d'avocats et d'enquêteurs, est alors créé.

Aujourd'hui, les deux activités de Casa Alianza sont complémentaires et indissociables: l'une se porte au secours des enfants de la rue et les réinsère socialement, l'autre défend les droits fondamentaux de l'enfant au niveau juridique, dénonce, et se bat pour changer et faire appliquer les lois. Dans chaque pays, le bureau d'aide juridique a plusieurs domaines d'activités: il fournit des papiers d'identité aux enfants de la rue; il informe et forme enfants et adultes sur les droits de l'enfant; il fait pression pour une amélioration du système juridique; il enquête et dénonce les abus et les violations des droits de l'enfant. Actuellement, le bureau concentre ses efforts contre la violence envers les enfants, l'exploitation sexuelle commerciale infantile et les pires formes de travail des enfants.

Les quatre meurtriers de Nahamán ont été arrêtés et jugés au cours d'un procès semé d'embûches. Ils ont finalement été condamnés à 12 ans de prison chacun. Ce fut le second procès au Guatemala qui voyait la condamnation de forces de l'ordre pour violation des droits de l'homme.

Cette victoire amère ne nous a pas rendu Nahamán mais a représenté le premier pas dans la lutte que mène Casa Alianza contre l'impunité et l'indifférence...

Myriam Ernst

les pièces d'identité comme assurance-vie

Face aux violences exercées à l'encontre des enfants de la rue, le travail du bureau d'aide juridique n'apparaît que plus indispensable. Le quotidien de ses collaborateurs consiste à protéger juridiquement ces enfants, notamment grâce à l'obtention de leur acte de naissance et pièce d'identité, documents qui non seulement leur permettent de s'inscrire à l'école et à l'atelier, mais qui attestent de leur existence. Un simple «bout de papier» est d'une importance primordiale pour la protection de toute personne. En effet, quelle autorité enquêtera sur la disparition d'un enfant qui n'existe pas, légalement? Qui demandera réparation pour l'assassinat d'un enfant qui n'est pas né aux yeux de la loi? Qui prouvera que cette jeune fille prostituée est mineure?

Aurélie Ponthieu

la lutte contre l'exploitation sexuelle commerciale infantile

Angelica a 14 ans et revient de loin. Elle a été vendue à l'âge de neuf ans par sa famille à un homme d'une cinquantaine d'années qui l'exploitait comme domestique le jour et comme «épouse» la nuit. Il a heureusement été dénoncé par des voisins et Angelica a été placée sur ordre du juge chez Casa Alianza. Aujourd'hui, elle raconte avec passion ses journées au sein de l'institution où elle peut enfin mener sa vie d'adolescente.

Casa Alianza est particulièrement active dans le domaine de la lutte contre l'exploitation sexuelle commerciale infantile et ce, à plusieurs niveaux. En effet, les bureaux juridiques enquêtent sur les réseaux existants sur le terrain («bordels», salons de massages, bars exploitant des

mineurs) ainsi que sur Internet (détection de sites ou de forums de discussion prisés des pédophiles) et remettent régulièrement les conclusions de leurs enquêtes aux autorités compétentes. Ces bureaux accompagnent également les enfants courageux qui décident de porter plainte. D'autre part, ils ont une importante activité de prévention, de formation et d'information dans ce domaine, notamment en collaboration avec des institutions comme l'UNICEF: dans la rue avec les enfants, auprès des enfants résidents et des employés de Casa Alianza, de leurs familles, de la police, des parlementaires et des juges. Enfin, Casa Alianza accueille les enfants victimes d'exploitation sexuelle. Au Honduras par exemple, le centre «Querubines» (Chérubins) n'accueille que des filles qui ont été victimes d'exploitation sexuelle, ce qui permet une attention psychologique très personnalisée. Le même centre pour les garçons devrait ouvrir prochainement.

Myriam Ernst



Maître Evelyn Palma présentant la carte qui répertorie les maisons closes de Managua (Nicaragua)

meurtres d'enfants de la rue, la loi de l'impunité?

En Amérique centrale, la population la plus vulnérable est composée d'enfants et de jeunes vivant dans la rue. Ces six dernières années, les meurtres d'enfants ont fait l'objet d'une augmentation sans précédent. Selon l'enquête de Casa Alianza Honduras, entre 1998 et 2004, 2520 jeunes de moins de 22 ans auraient été assassinés dans ce pays, et cela dans l'indifférence générale. L'année 2004 a fait 395 morts parmi les jeunes dont 117 étaient des mineurs de moins de 18 ans, dans 80,7% des cas

l'auteur du meurtre demeure encore inconnu. En 2000, Casa Alianza a attiré l'attention du gouvernement sur les affaires non résolues. Une année après, en 2001, la Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur les Exécutions Arbitraires et Extrajudiciaires s'est rendue au Honduras alors que le bureau d'aide juridique de CA portait le premier cas d'exécutions d'enfants par les forces de police devant la Commission Interaméricaine des droits de l'homme. En effet, on attribue la responsabilité des meurtres d'enfants à plusieurs auteurs: à des personnes inconnues dans environ 68% des cas, aux gangs ou «maras» dans 14% des cas, aux «voitures de la mort» (personnes masquées qui assassinent par balles depuis des véhicules non immatriculés et que l'on soupçonne d'agir en coopération avec la police) dans 12% des cas, aux forces de l'ordre dans 3% et enfin, 2% des meurtres seraient commis par des civils ainsi que 1% par des gardes privés. On constate que la majorité des exécutions auraient pour origine la justice privée, les enfants des rues étant largement représentés dans la société comme la cause de tous les maux.

Devant l'inaction quasi systématique des autorités judiciaires, le bureau d'aide juridique de Casa Alianza enquête sur ces assassinats et collecte des informations. En 1999, grâce à l'action de Casa Alianza, la Cour Interaméricaine des droits de l'homme a condamné l'Etat du Guatemala à indemniser à hauteur de USD 500'000, les familles de cinq jeunes gens torturés et assassinés par des policiers et dont les meurtres n'avaient pas fait l'objet de poursuites appropriées. Cette affaire, dite «Caso Bosques de San Nicolas», constitue un tournant important dans le cycle infernal de l'impunité en Amérique centrale et rappelle aux Etats leur devoir de garantir les droits des enfants et, plus que tout, le devoir de protéger la vie.

Casa Alianza collabore aujourd'hui activement avec les gouvernements pour l'application des Conventions de protection des droits fondamentaux. Depuis quelques années, il n'y a plus d'enfants dans les prisons du Honduras grâce à la ténacité de Casa Alianza. En outre, suite à la mort de 104 détenus dans l'incendie d'une prison au Honduras en avril 2004, tous membres de la «Mara Salvatrucha», le gouvernement hondurien a demandé au directeur de Casa Alianza, Jose Manuel Capellán, de faire partie de la Commission des Affaires Pénitentiaires, chargée de réviser le système carcéral.

Aurélie Ponthieu



Le mur du souvenir, C.A. Guatemala, rend hommage aux enfants assassinés, «J'ai seulement voulu être un enfant mais ils ne m'ont pas laissé».

adoptions illégales

Le Guatemala - 14 millions d'habitants - est le premier pays au monde exportateur de ses enfants proportionnellement à sa population: en 2002, près de 3'000 enfants ont été adoptés à l'étranger. Le Guatemala autorise les adoptions par voie notariale, sans contrôle judiciaire. Il est très lucratif de se livrer à ce trafic, car des gens sont prêts à payer jusqu'à CHF 25'000 leur bébé adoptif guatémaltèque. Les revenus générés par ces adoptions sont énormes, c'est pourquoi tous les moyens sont bons pour voler les bébés, convaincre une adolescente pauvre et illettrée ou une prostituée de donner son enfant à l'adoption.

Suite à différents articles, la majorité des pays - à part les Etats-Unis - a suspendu l'adoption d'enfants guatémaltèques. Le Guatemala a adhéré à la Convention de La Haye en 2000 mais la Cour constitutionnelle a jugé cette adhésion inconstitutionnelle. Le Parlement étudie actuellement la création d'une loi nationale intégrant les principes de base de la Convention, dont le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Casa Alianza Guatemala enquête et dénonce les cas portés à sa connaissance et se bat auprès des politiques pour que la loi change.

Myriam Ernst

la protection contre les pires formes de travail des enfants

Dans des pays où la pauvreté est largement répandue, les enfants se voient souvent contraints à travailler pour survivre. L'Amérique Latine à elle seule compte 250 millions d'enfants dont l'avenir est compromis par cette nécessité. La situation d'urgence dans laquelle vivent ces derniers les pousse à accepter des conditions de travail précaires, parfois même dangereuses. Bien que ce phénomène ne soit pas acceptable, ces enfants n'ont pas d'autre choix. Le bureau d'aide juridique intervient afin de s'assurer de l'application du droit du travail national (salaire minimum, âge légal, horaires maximums, ...) et international (Convention 182 de l'Organisation Internationale du Travail pour l'élimination des pires formes de travail des enfants), en inspectant les lieux où les enfants travaillent et en dénonçant les abus des employeurs.

Aurélie Ponthieu